**PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE SAINT REMY DES MONTS du 18 juillet 2022**

Compte tenu du quorum non atteint le 11 juillet 2022 (6 membres du conseil présents), l'assemblée a été convoquée à nouveau le 18 juillet 2022.

Lorsque ce quorum n'est pas atteint, l'article L. 2121-17 du CGCT précise que le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum. Cette possibilité de délibérer sans condition de quorum ne s'applique que pour les questions reprises de l'ordre du jour de la première réunion qui n'avait pu se tenir faute de quorum.

L'an deux mil vingt-deux, le dix-huit juillet à 20 heures 15, le conseil municipal de cette collectivité, régulièrement convoqué en date du 11 juillet 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe CHARTIER Maire.

<p>Date de convocation : 11/07/2022</p> <p>Date d'affichage procès-verbal de la réunion : 19/07/2022</p> <p>Nombre de conseillers En exercice : 15 Présents : 07</p> <p>Procuration(s) : 03</p>	<p>Présents : M. Philippe CHARTIER, Maire, Mmes : Fanny GISSELERE, Charlotte LETOURNEUR MM, Hubert LECUREUR, Gilles MURAIL, David PAYSAN, Rémy YVON.</p> <p>Absent(es) excusé (es) : Arnaud JUGLET a donné procuration à Hubert LECUREUR, Patricia JINJOLET a donné procuration à Philippe CHARTIER, Frédéric DESSEAUX, Jérôme PAINEAU a donné procuration à Gilles MURAIL, Sabrina RICHARD</p> <p>Absent(es) : Sandrine CINTRAT, Alexis FAGOT, Loïc VILLAINÉ</p> <p>Secrétaire de séance nommé(e) : Rémy YVON.</p> <p>Secrétaire administrative : Catherine HARDOUIN GILOUPPE</p>
---	--

ORDRE DU JOUR

- Approbation de la réunion du 31 mai 2022, transmis par courriel au conseil le 03 juin 2022.
- Mise à disposition de la salle intergénérationnelle ou salle des Associations au service culturel de la CDC Maine Saosnois
- Voirie : résultat de l'appel d'offres
- Participations aux frais de fonctionnement des écoles de Mamers
- Cantine scolaire : suite de la procédure de municipalisation - Modalités de transferts et modalités de paiements/tarifs
- Délégation rapport
- Décisions modificatives
- Lotissement des Lustries : appel d'offres infructueux
- GEMAPI : approbation de l'adhésion de la communauté de Communes Maine Saosnois au Syndicat mixte du bassin-versant de la Sarthe amont
- Questions Diverses

.....
Le compte rendu de la réunion de conseil du 31 mai 2022 n'appelle pas d'observations et est approuvé à l'unanimité

INFORMATIONS AU CONSEIL SUR LA REFORME DES REGLES DE PUBLICITE

Le **1er juillet 2022** est entré en vigueur la réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les communes et les EPCI.

A compter de cette date, la dématérialisation devient le mode de publicité de droit commun de ces actes. Par dérogation, les communes de moins de 3 500 habitants, peuvent choisir entre l'affichage, la mise à disposition en

version papier ou la publication électronique, en délibérant expressément sur ce choix. A défaut de délibération au 1er juillet 2022, les actes concernés par la réforme seront obligatoirement publiés par voie électronique.

Par ailleurs :

- Le contenu du procès-verbal des séances des conseils municipaux et communautaires est désormais expressément détaillé. **Y sont mentionnés** la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil présents ou représentés, le secrétaire de séance, le quorum, l'ordre du jour, les délibérations adoptées et les rapports (s'il y en a) , et demandes de scrutin particulier, le résultat de scrutins précisant , s'agissant des scrutins publics, **le nom des votants et sens de leur vote, et le teneur des discussions au cours de la séance.**
- Dans un délai d'une semaine la liste des délibérations examinées sera affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune.
- Le compte-rendu de ces séances est quant à lui supprimé et remplacé par une liste des délibérations examinées en séance.
- Les modalités de tenue du registre des délibérations ont également été modifiées.

2022-36 Délibération –Gestion du domaine privé	MISE A DISPOSITION DE LA SALLE REMYMONTAISE OU SALLE DES ASSOCIATIONS AU SERVICE CULTUREL DE LA CDC MAINE SAOSNOIS-CHORALE
---	---

Le service culturel de la Communauté de communes Maine Saosnois sollicite l'occupation de salle pour proposer les répétitions du Chœur Maine Saosnois tous les jeudis en période scolaire de 20h à 21h30 à partir du jeudi 15 septembre 2022. (selon le nombre d'adhérents, soit la salle intergénérationnelle, soit la salle des associations (estimation actuelle une vingtaine de personnes mais voir une trentaine).

La mise à disposition nécessite également un local pour clavier et 1 pupitre, ce qui pourrait être possible dans le local de l'association de la Gym.

Considérant la régularité sur l'année, les frais de chauffage et d'entretien minimum, il est proposé de voter pour une mise à disposition consentie pour 500€ l'année ou 100€ le trimestre.

Après vote comme suit :

Par 4 voix pour une mise à disposition au montant de 500€ l'année (Rémy YVON, Charlotte LETOURNEUR, Fanny GISSELERE, David PAYSAN)

Par 6 voix pour une mise à disposition au montant de 100€ par trimestre fréquenté (Philippe CHARTIER et procuration de Patricia JINJOLET, Hubert LECUREUR et procuration d'Arnaud JUGLET, Gilles MURAIL et procuration de Jérôme PAINEAU).

Par conséquent, il sera proposé aux associations hors communes souhaitant occuper la salle en séances régulières, une mise à disposition moyennant un montant de 100€ par trimestre fréquenté.

2022-37 Délibération –Voirie	TRAVAUX DE VOIRIE 2022
---	-------------------------------

Monsieur le maire présente au conseil les résultats de l'appel d'offres du groupement de commandes concernant le programme de travaux de voirie 2022 organisé par la commune de NOGENT LE BERNARD en date du 20 juin 2022.

L'entreprise **PIGEON TP** sise Centre IDF 72400 CHEREAU a été retenue lors de la commission d'appel d'offres du lundi 20 juin 2022 pour un montant de **6 952.98 HT** soit **8 343.58€ TTC**

Par rapport aux estimations budgétaires, cela représente un coût de- 227.52 HT.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir débattu, le Conseil municipal, **à l'unanimité** :

APPROUVE ET CHARGE, le maire de signer le marché présenté aux conditions ci-dessus et les pièces nécessaires à l'exécution des travaux programmés.

CHARGE le maire de solliciter l'aide départementale à la Voirie Communale, et de demander une dérogation de commencement des travaux.

2022-38

Délibération –Enseignement

PARTICIPATIONS AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES DE MAMERS 2022-

Comme chaque année, la mairie de Mamers communique la liste des enfants domiciliés à St Rémy des Monts et scolarisés à Mamers, et sollicite la participation aux dépenses de fonctionnement.

Pour la période scolaire 2021-2022, le coût par élève a été fixé à :

Maternelle 1487€ ↗ (2021 : 1 453€) et primaire 542€ ↘ (2021 : 548€).

Les participations sollicitées d'un montant de **17 210.40€** ↘ (2021 : 20 272.40 €) concernent 08 élèves en maternelle et 12 en primaire.

Cependant des demandes de dérogation n'ayant pas été acceptées pour 06 élèves (2 en maternelle et 4 en primaire), il convient de retrancher les participations correspondantes.

Par conséquent, le conseil, après en avoir délibéré, et **à l'unanimité**, **APPROUVE** les participations à hauteur de **13 258€** (2021 : 13 293€)

Pour information, monsieur le Maire rapporte que Monsieur l'inspecteur lui a précisé que les dérogations ne devraient pas être acceptées dans un périmètre de moins de 20mn de trajet.

2022-39

**Délibération
–Décision budgétaire**

**MUNICIPALISATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE –
MODALITES- TARIFS ET MODALITES SEPTEMBRE 2022-**

Monsieur le Maire informe le conseil que l'association de la cantine scolaire (créée le 22/09/1966) a prononcé sa dissolution au 31 août 2022 et que l'activité de la restauration scolaire sera reprise par la commune au 1^{er} septembre 2022. A compter de cette date l'association n'aura plus d'activité et les écritures de dissolutions pourront être établies avant le 31/12/2022.

Selon l'article 15 des statuts de l'association, l'actif subsistant sera attribué obligatoirement à la commune (biens, patrimoine, créances et dettes...). Tous les biens listés seront transférés à la commune selon un inventaire qui sera établi.

Considérant cette reprise du service de restauration scolaire en communale, et après avoir présenté les modalités du transfert, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **APPROUVE** de

- Procéder à la reprise de l'actif et du passif de l'association suite au transfert conformément aux statuts de l'association lors du Conseil d'Administration en date du 05 juillet 2022 et de sa dissolution.
- Procéder à la mise en place d'une comptabilité analytique pour le nouveau service de restauration scolaire ;

- Autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents nécessaires pour mener à bien cette création de service public de la restauration scolaire ;
- de fixer les tarifs comme suit : prix d'un repas 3.20€ payable en un versement de 40€ par mois par enfant, sur 10 mois , le 05 du mois en cours, avec une régularisation en juillet. (Environ 130 repas sur une année scolaire). Pour les familles dont les enfants fréquentent la restauration scolaire une semaine sur deux, le montant sera divisé par 2, soit 20€. Les repas exceptionnels seront étudiés au cas par cas ;
- Procéder à la mise en place du dispositif de prélèvement bancaire pour le paiement des repas des familles qui optent pour ce mode de paiement ;
- Les tarifs sont fixés jusqu'à nouvelle décision, soit une fois par an, en juin ;
- Il sera possible d'annuler occasionnellement un repas en prévenant au plus tard la veille du jour d'absence. Si ce n'est pas fait, le repas sera considéré comme dû ;
- De nommer comme délégués à la cantine scolaire et sur proposition de Gilles MURAIL : Patricia JINJOLET et Jérôme PAINEAU ;

2022-40 Délibération –Délégation	ADOPTION DES DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2122-22 du CGCT
---	--

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délégation accordée à Monsieur le Maire par délibération n° 2020-41 du conseil municipal en date du 11 juin 2020.

Considérant l'obligation de présenter en conseil municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de cette délégation,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité des membres présents,**

PREND ACTE de la décision suivante : signature des devis :

MAIRIE : Avenant ECO DECO façade : peinture de la corniche : **640€ HT soit 768€ TTC**

EGLISE : Devis EBI concernant l'installation des 6 prises de courants à l'église : **505.36€TTC**

Devis ZANNI : curage de fossé chemin de Feu Richard : **372€ TTC**

2022-41 Délibération–Décisions budgétaires	DECISION MODIFICATIVES N° 02
---	-------------------------------------

Suite à une erreur matérielle dans la délibération 2022-35 DM 1, le conseil, à l'unanimité confirme que le total de la colonne dépenses de fonctionnement a été présenté et voté pour 1 435€ et non 6 335€, conformément aux écritures totalisées.

Par ailleurs considérant les notifications et décisions prises, le remplacement de personnel à prévoir (remboursement en partie par Gras Savoye) et les revalorisations indiciaires de juillet, le conseil, **à l'unanimité** vote la décision modificative n° 02 comme suit :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
c/2313 : Devis ROMET pour alimentation en électricité des rideaux de l' école			586,20€	
c/6413 : personnel	6 000€			
c/1322 : notification de la décision attributive des fonds européens FEADER : 55 593€ (prévu 55 000€)				593€
C/ 678 Charges exceptionnelles		-6 000€		
C/020 Dépenses imprévues			6,80€	
Total	6 000€	-6 000€	593€	593€

2022-42 Délibération –Environnement	GEMAPI : APPROBATION DE L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MAINE SAOSNOIS AU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN-VERSANT DE LA SARTHE AMONT.
--	---

Rapporteur : M. LE MAIRE

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (dite « *Fesneau* »).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment ses articles L. 5211-5, L. 5211-61 et L. 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L. 211-71 ;

Vu les statuts de la communauté de communes Maine Saosnois;

Vu l'arrêté de la Préfecture de la Sarthe du 11 avril 2022 portant fixation des projets de statuts et du projet de périmètre du futur Syndicat mixte du bassin-versant de la Sarthe amont ;

Vu la délibération n° 2022/072 en date du 19/05/2022 du conseil communautaire de la Communauté de Communes Maine Saosnois approuvant les projets de statuts et de périmètre du futur Syndicat mixte du bassin-versant de la Sarthe amont ;

Vu les projets de statuts et de périmètre du futur Syndicat Mixte du bassin-versant de la Sarthe amont ci-annexés ;

Considérant qu'en vertu des lois MAPTAM et NOTRe, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) prennent en charge, depuis le 1^{er} janvier 2018, une compétence obligatoire relative à la Gestion des Milieux Aquatiques et à la Prévention des Inondations (GEMAPI) ; que cette compétence obligatoire comprend les missions visées aux 1°, 2°, 5° et 8° du paragraphe I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement :

Considérant que les EPCI-FP peuvent choisir d'exercer cette compétence obligatoire en direct ou via l'adhésion ou la création d'un syndicat mixte auquel tout ou partie de la compétence peut être transféré conformément aux dispositions de l'article L. 5211- 61 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

;

Considérant l'intérêt commun des Communauté de communes Haute Sarthe Alpes Mancelles, Maine Cœur de Sarthe, Maine Saosnois, de la Champagne Conlinoise et du Pays de Sillé, ainsi que de la communauté urbaine Le Mans Métropole, de créer un syndicat mixte à l'échelle du bassin-versant de la Sarthe amont dans le but de satisfaire efficacement aux obligations légales qui leur incombent au titre de la compétence GEMAPI et afin de mettre en place une gouvernance adaptée à leurs besoins ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT, ce syndicat mixte portera une compétence obligatoire relative à la GEMA et proposera à l'adhésion de ses membres une compétence optionnelle relative à la PI ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L. 5211-5 du CGCT, il appartient à chaque EPCI-FP concerné par le projet de création de syndicat mixte d'approuver les projets de statuts et de périmètre du futur syndicat mixte selon les conditions de majorité qualifiée requises par l'article précité ;

Considérant que par une délibération n° 2022/072 en date du 19/05/2022 le conseil communautaire de la communauté de communes Maine Saosnois a approuvé les projets de statuts et du périmètre du futur Syndicat mixte du bassin-versant de la Sarthe amont ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L. 5214-27 du CGCT, il appartient également aux conseils municipaux des communes membres d'une communauté de communes, lorsque ses statuts ne prévoient pas de dispositions contraires à l'article précité, d'approuver l'adhésion de la communauté de communes au syndicat mixte ; que ces conditions de majorité qualifiée sont les suivantes :

- soit les deux tiers des communes membres représentant au moins la moitié de la population communautaire approuvent l'adhésion ;
- soit la moitié des communes membres représentant les deux tiers de la population communautaire approuvent l'adhésion ;

Considérant que les statuts du Syndicat Mixte de la Sarthe Amont ne dérogent pas à la procédure prévue à l'article L. 5214-27 du CGCT ; que par conséquent, il appartient au conseil municipal de notre commune d'approuver l'adhésion de la communauté de Communes Maine Saosnois au syndicat Mixte de la Sarthe Amont (SMSA).

Considérant les projets de statuts et de périmètre du syndicat mixte sont annexés à la présente délibération

APRES EN AVOIR DELIBERE, à l'unanimité des membres présents

DECIDE :

- d'approuver l'adhésion de la Communauté de Communes Maine Saosnois au futur Syndicat Mixte de la Sarthe Amont et le transfert de la compétence obligatoire GEMA et de la compétence optionnelle PI selon les décisions de la communauté de communes

- de notifier la présente délibération à Monsieur le Préfet de la Sarthe, à Monsieur le Président de la Communauté de Communes

- de charger Monsieur ou Madame Maire de l'exécution de la présente délibération

Questions diverses n'ayant pas fait l'objet de délibérations

MODIFICATION DE LA CONVENTION AVEC L ASEL : non prévue à l'ordre du jour le 11 juillet, la modification sera présentée lors de la prochaine réunion de conseil.

AVIS SCOT INTERCOMMUNAL : suite au mail du 08/07/2022, le conseil est invité à prendre connaissance de la note de synthèse à télécharger pour avis en septembre.

LOTISSEMENT DES LUSTRIES

Suite à l'appel d'offres lancé le 12 mai dernier pour l'aménagement d'un quartier d'habitations, au lieu-dit Les Lustries, et en l'absence d'offres remises, l'infructuosité a été déclarée. Sur le fondement de l'article 35-I du code des marchés publics et l'article 35-II, une procédure adaptée sera lancée mi-août pour septembre.

LOTISSEMENT DES OUCHES – OM

Suite à la demande d'un habitant pour le regroupement du dépôt des ordures ménagères en un seul point, à l'entrée du lotissement, la communauté de communes Maine Saosnois a émis un avis favorable.

Cependant après avis nécessaires des propriétaires, plusieurs refus ne permettent pas de mettre en place ce point de collecte.

COMMUNAUTE DE COMMUNES MAINE SAOSNOIS -ORDURES MENAGERES -SONDAGE

-La route de la Forêt sera dorénavant desservie au porte à porte pour le ramassage des ordures ménagères.

Dans le cadre du renouvellement des marchés pour la collecte et le traitement des déchets, il est envisagé une harmonisation des modes de collecte sur le territoire tout en tenant compte des enjeux financiers et environnementaux. Afin de pouvoir répondre au mieux aux attentes des usagers, la CDC a préparé un questionnaire pour mieux connaître leurs pratiques de gestion des déchets et leurs attentes d'évolution. Ce questionnaire est disponible dès maintenant en déchèteries, dans les accueils des trois pôles (Mamers, Marolles-les-Braults et Bonnétable) ou sur le site internet de la CDC **jusqu'au 15 septembre 2022**. La CDC propose de diffuser largement ce questionnaire (site internet, Facebook, affichage...).

Le document sera distribué en même temps que les invitations de l'inauguration des salles communales.

ECLAIRAGE PUBLIC

Dans le cadre de son engagement en faveur d'une plus grande efficacité énergétique et du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE), Edf s'est engagée à apporter une contribution d'un montant de 104€ pour la rénovation d'une partie de l'éclairage public.

PLAN DE RELANCE 2022-2025

Le Président du Conseil Départemental a décidé de renouveler la mise en place d'un fonds d'investissements durables pour les années 2022-2025.

A ce titre, notre collectivité peut prétendre sur la période de 2022 à 2025 à une enveloppe globale de subvention de 20 000€ avec un taux d'aide maximal de 80% et sous réserve que les projets du plan de relance initial soient exécutés et payés.

Il est proposé de présenter le reste des travaux de rénovation de l'éclairage public soit 37 302 H.T, sous réserve d'actualisation. Le taux maximal de 80% n'étant pas atteint, ces travaux pourraient faire l'objet à nouveau d'une demande DETR pour le complément. ($37\,302 \times 80\% = 29\,841.60\text{€}$, sous réserve de l'actualisation).

TRAVAUX SUR LES SALLES COMMUNALES - RAPPORT D ETAPE SOCOTEC

Le dernier rapport de SOCOTEC concernant les travaux sur les salles fait état de quelques avis défavorables en cours de mise en conformité comme par exemple :

-Trou à boucher dans plafond du local TGBT (local technique du tableau électrique général de basse tension), Porte salle du conseil (réglé), Sanitaire public : présence de ressaut au droit de l'accès au sanitaire public (carrelage non réalisé), en cours.

Par ailleurs, le perron va faire l'objet d'un devis complémentaire, compte tenu de travaux non prévisibles avant retrait du carrelage actuel (trou et conduits donnant sur la cave).

Il est relevé que le mur sur le côté de la petite coulée entre le voisin et la salle des associations n'est pas très harmonieux au niveau de l'enduit. Il serait nécessaire d'envisager un nettoyage, un enduit ou peinture.

INDEMNISATION JUGEMENT FEVRIER 2021 -préjudice matériel du novembre 2020

Suite aux dégradations du 15 novembre 2020 sur le mobilier ou matériel extérieur, un jugement avait été prononcé avec indemnisation par le tribunal de grande instance du Mans. Aucune somme n'ayant été versée, un courrier a été adressé directement à l'auteur des faits car le fonds de garantie des victimes n'indemnise pas les personnes morales qui doivent s'adresser directement à l'auteur des faits, son avocat ou sans succès à un huissier. Dans ce dernier cas, la protection juridique doit être saisie pour la prise en charge des frais d'huissier. Un étalement en deux ou trois versements a été proposé avant le 19 août prochain.

SIAEP DU PERCHE SUD

Monsieur le Maire rapporte au conseil les décisions prises lors de la réunion du 22 juin 2022. : Délégations accordées au président, avenant au marché de réhabilitation des châteaux d'eau, révision des tarifs, médiateur de l'eau pour règlement amiable en cas de litiges, création de poste pour satisfaire à l'entretien du réseau.

DIVERS INFORMATIONS

ASSOCIATION ART ET FLECHIR : 17 décembre / spectacle de Noël. Une publicité sera diffusée aux écoles.

POMPES ESSENCE : il a été demandé de voir si le site pouvait être réhabilité, voir nettoyé. A priori d'après le propriétaire les cuves sont toujours fonctionnelles.

SITE INTERNET : formation mercredi 07 septembre- 9H30.

CABINET INFIRMIER Sébastien DAGONNEAU : réouvert au 1^{er} juillet 2022.

VOIRIE : Des panneaux ont disparus dans la nuit du 17 juillet 2022 en face du n° 26 et des pompes à essence.

QUESTIONS DES ELUS

M PAYSAN demande si le changement d'abribus est planifié.

Les implantations sont en cours avec en priorité les abribus de la région

La séance est levée à 22h10

Suivent les signatures

Délibérations du 2022 du n° 36 au n°42

N°		Nomenclature	Objet	Réf/Page
2022-36	3.5	Gestion du domaine privé	Mise à disposition de la salle Rémymontaise ou salle des associations au service culturel de la CDC Maine Saosnois-Chorale	035/2022
2022-37	1.4	Voirie	Travaux de voirie 2022	035-036/2022
2022-38	7.6	Contribution	Participations aux frais de fonctionnement des écoles de Mamers 2022	036/2022

2022-39	1.4	Décisions budgétaires	Municipalisation de la restauration scolaire – modalités- tarifs et modalités septembre 2022	036-037/2022
2022-40	1.4	Délégation	Adoption des décisions municipales prises par le maire en vertu des dispositions de l'article 2122-22 du CGCT	037/2022
2022-41	5.5	Décisions budgétaires	Décision modificatives n° 02	037-038/2022
2022-42	8-8	Environnement	GEMAPI : approbation de l'adhésion de la Communauté de communes Maine Saosnois au syndicat mixte du bassin-versant de la Sarthe Amont	038-039/2022

Autres sujets abordés sans délibérations et questions diverses pouvant faire l'objet d'un suivi p 06 à 08 /2022.

- Réforme des règles de publicité
- Association tennis : ASEL AG
- Scot : document de synthèse à étudier
- Lotissement des Lustries : appel d'offres infructueux
- Lotissement des Ouches : demande regroupement OM
- Sondage OM
- Eclairage public : prime énergie
- Plan de relance 2022-2025
- Salles communales : point sur réserves Socotec
- Indemnisation suite à sinistre du 15/11/2020
- SIAEP du Perche Sud
- Informations diverses : association Art et Fléehir, Pompes essence, site internet, Cabinet Infirmier, Disparition de panneaux
- Questions des élus

LISTE EMARGEMENTS			SIGNATURES
Maire	M	Philippe CHARTIER	
1 ^{er} adjoint	M	David PAYSAN	
2 ^{ème} adjoint	M	Hubert LECUREUR	
3 ^{ème} adjoint	MME	Patricia JINJOLET	Excusée a donné procuration à Philippe CHARTIER
4 ^{ème} adjoint	M	Rémy YVON	
Conseiller municipal	M	Arnaud JUGLET	Excusée a donné procuration à Hubert LECUREUR
Conseillère municipale	MME	Charlotte LETOURNEUR	
Conseillère municipale	MME	Sabrina RICHARD	Excusée
Conseillère municipale	MME	Fanny GISSELERE	
Conseiller municipal	M	Frédéric DESSEAUX	Excusé
Conseiller municipal	M	Gilles MURAIL	
Conseiller municipal	M	Alexis FAGOT	Absent
Conseiller municipal	M	Jérôme PAINEAU	Excusé a donné procuration à Gilles MURAIL
Conseiller municipal	M	Loïc VILLAIN	Absent
Conseillère municipale	MME	Sandrine CINTRAT	Absente